



La Possession, le 30/09/2026

Monsieur Emmanuel SÉRAPHIN
Président du Territoire de l'Ouest

1, rue Eliard Laude
BP 50049
97822 LE PORT CEDEX

Affaire suivie par :

Coline THÉPOT, juriste
Pôle Ressources
Direction des affaires juridiques et des assemblées
Tél. : 02 62 22 20 02 – poste 401
Courriel : juridique@lapossession.re

Nos Réf. : courrier n° 26004540

Objet : Transfert des pouvoirs de police spéciale – Position de la commune de La Possession

Monsieur le Président,

Par courrier du 24 juin 2026, vous avez invité la commune de La Possession à vous notifier, avant le 7 octobre 2026, sa position sur le transfert ou la reconduction de plusieurs pouvoirs de police spéciale, en application de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales.

Afin de formaliser la position de la commune sur ces pouvoirs, je vous notifie la position suivante :

- **Je ne m'oppose pas** à la reconduction du transfert au président du Territoire de l'Ouest des pouvoirs de police spéciale :
 - **en matière d'assainissement**, mentionnées au premier alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - **en matière de collecte des déchets ménagers**, permettant de réglementer la collecte des déchets ménagers, mentionnées au deuxième alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales.
- **Je m'oppose** au transfert des pouvoirs de police spéciale en matière :
 - d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage mentionnées au troisième alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - de circulation et de stationnement mentionnées au quatrième alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi mentionnées au cinquième alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - de police de la publicité mentionnées à l'avant-dernier alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - de police spéciale mentionnées au dernier alinéa du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, relatives à la sécurité et à la salubrité des immeubles, locaux et installations.



Je vous remercie de bien vouloir prendre acte de cette position et d'accuser réception de la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire



M. Érick FONTAINE

